



La Commune



Le TOUS ENSEMBLE, c'est MAINTENANT !

L'édito

de

La Commune

Rendu public le 17 février 2016, le projet de loi de Myriam El Khomri de liquidation du Code du travail marque une accélération nette de la crise politique, économique et sociale en France. Oui, le projet de loi El Khomri est foncièrement réactionnaire et anti-ouvrier, oui, il porte en lui les germes de l'explosion sociale. C'est ce que montre le sondage Odoxa-*Le Parisien* (du 6 mars) qui indique que 70 % des personnes interrogées se disent « opposées » à la réforme, tandis que d'autres enquêtes révèlent que 58 % de la population se dit « favorable au retrait » du texte. Autre indicateur de l'état d'esprit des masses, le million de signatures recueillies en seulement deux semaines par la pétition électronique *Loi travail, non merci*.

Ultra-minoritaires dans l'opinion, Hollande et Valls font aussi face à une contestation interne. La tribune de Martine Aubry, ancienne ministre du Travail et actuelle maire de Lille, parue dans *Le Monde* (daté du 25 février 2016) et intitulée « *Sortir de l'impasse* », a eu l'effet d'une bombe. Dans ce texte cosigné par 17 personnalités (dont Benoît Hamon, Daniel Cohn-Bendit, Christian Paul), Aubry dit tout le mal qu'elle pense de Valls et de la politique menée depuis 2012. Tout y passe : le pacte de responsabilité, le CICE, les 41 milliards d'euros de cadeaux faits au Medef, la déchéance de nationalité, la crise des réfugiés et bien sûr, la loi El Khomri. Sur ce dernier point, Aubry et ses amis écrivent : « *Que le patronat institutionnel porte ces revendications, pourquoi pas [...] mais qu'elles deviennent les lois de la République, sûrement pas ! Pas ça, pas nous, pas la gauche !* » Sur la forme, ils jugent « *déraisonnable* » la « *menace de l'article 49-3* » qui pousserait les députés en désaccord à devoir voter la motion de censure, ce que n'a pas exclu Christian Paul pour qui, « *dans ce cas* », la question « *se poserait* ».

Alors qui pour soutenir Hollande-Valls-El Khomri ? Qui pour les dégager de la pression formidable exercée par la lutte des classes ? La manœuvre, consistant à appeler les états-majors syndicaux à la rescousse, est connue de tous. Et elle s'applique, avec en premier rôle la CFDT, la branche salariée du Medef. Réunies en intersyndicale le 23 février, sous pression de la CFDT, les appareils se mettent finalement d'accord que sur un point : refus de voir les indemnités pour licenciements abusifs plafonnées. C'est encore grâce à la CFDT que Valls a pu, le 29 février, sortir de l'ornière en annonçant un report d'une « *quinzaine de jours* » de l'examen en conseil des ministres du projet de loi, prévu le 9 mars, le temps de « *rencontrer l'ensemble des partenaires sociaux* » et de « *reprenre la concertation* ». Exactement ce que demandait Laurent Berger, le patron de la CFDT. La seconde réunion de l'intersyndicale, le 3 mars, s'est déroulée sous la pression directe d'appels spontanés à la grève lancés pour le 9 mars. Tentative de débordement des appareils syndicaux, les appels du 9 mars ne posent pas encore la question du TOUS ENSEMBLE AU MEME MOMENT à l'appel de Martinez et Mailly, de la CGT-FO-FSU-Solidaires pour le retrait. Les organisations de jeunesse (UNEF, FIDL) appellent pour leur part à la mobilisation rejoignant les cheminots engagés dans la lutte contre le « décret socle ». Mais à cette étape, le mouvement spontané qui surgit a eu raison de « l'unicité syndicale » et du « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT. Le 3 mars, ce faux « front syndical » s'est brisé.

D'un côté, CGT-FO-SUD-FSU-UNEF-FIDL se prononcent pour le « retrait » du projet El Khomri et appellent à la grève et à mobilisation le 31 mars tout en « soutenant » celle du 9 mars. De l'autre, CFDT-CGC-CFTC-UNSA-FAGE qui estiment, à l'image de Laurent Berger, qu'il n'est « *pas question d'abandonner le projet de loi* » mais d'obtenir sa réécriture. Comme si le plomb pouvait se changer en or. Notons que la CFDT et les « réformistes » ont appelé à des rassemblements le samedi 12 mars pour « *faire pression sur le gouvernement entre les concertations bilatérales* ». Bien sûr, ce 12 mars fait partie du dispositif de division mis en place contre la grève, mais il est aussi le signe de la poussée qui s'exerce par la base contre Berger et la politique de capitulation des appareils « réformistes ».

L'irruption dans l'arène politique de la classe ouvrière menace un gouvernement affaibli, divisé, désorienté, qui n'a absolument pas les moyens ni la force de s'opposer à la vague déferlante de la grève qui se prépare. D'ailleurs, la question du départ de Manuel Valls de Matignon n'est-elle pas une option sur la table ? C'est de cette situation d'ensemble que nous devons partir pour apprécier chaque événement et chaque évolution de l'état d'esprit des masses en gardant le seul objectif qui vaille : le retrait total et définitif du projet de loi El Khomri !

Wladimir Susanj,
le 7 mars 2016

Dernière minute : Plusieurs centaines de milliers de salariés et jeunes ont manifesté ce 9 mars pour le retrait de la loi Khomri. La grève des cheminots a été très massivement suivie. La rue a donné mandat à Mailly et Martinez de refuser toute négociation et tout arrangement de ce projet rétrograde et d'appeler avec FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, UNL à la grève générale interprofessionnelle unie public-privé, jeunes et salariés pour vaincre.

Modifié le jeudi 10 mars 2016

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
